

**Les plus pauvres et les finances publiques
1999-2000**

Le scénario manquant

Mémoire à la commission parlementaire sur la réduction des impôts des particuliers

Où est le scénario qui réduira les écarts entre les plus riches et les plus pauvres au Québec? Le débat est mal placé. Pistes pour passer d'une approche d'équité restreinte au contribuable à une approche d'équité générale dans la gestion des finances publiques du Québec.

par le
Carrefour de savoirs sur les finances publiques

**Carrefour de pastorale en monde ouvrier
435 du Roi, Québec (Québec) G1K 2X1**



Présentation

À chaque année, le gouvernement du Québec fait un budget qu'il présente à l'Assemblée nationale quelque part en mars après le budget fédéral. Depuis 1997, ce budget est soumis à la contrainte d'une *Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire*. Cette année, un an plus tôt que prévu, en raison d'une croissance économique meilleure que prévue et de transferts fédéraux supplémentaires ponctuels, le Québec s'est trouvé en situation de surplus budgétaire. Devant des revenus excédant de 5 MM\$ les prévisions de son budget précédent, le ministre des Finances du Québec a pris une quadruple décision qui s'est reflétée dans son budget 1999-2000 :

- ◆ réaliser tout de suite une année équilibrée pour 1998-1999;
- ◆ réduire les dettes des établissements de santé et d'éducation en réaffectant à l'année 1998-1999 une somme de 700M\$ pour les hôpitaux et de 170M\$ pour les universités;
- ◆ remettre de l'argent dans le système de santé et d'éducation surtout pour le maintien et un peu pour l'amélioration des services;
- ◆ réduire les impôts des particuliers et consulter la population sur cinq scénarios lors d'une commission parlementaire menée à l'automne 1999.

Dans le premier cas, le ministre a pris une décision comptable dans l'esprit de sa loi contre le déficit. Dans le second cas, il a voulu plaire aux marchés financiers en améliorant la santé financière des institutions qui relèvent de l'État. L'un dans l'autre il réaffectait de façon non récurrente l'équivalent des transferts supplémentaires imprévus reçus du gouvernement fédéral, lesquels n'étaient pas récurrents non plus. Dans le troisième cas, il a répondu à une insatisfaction manifeste dans l'opinion publique. Dans le quatrième cas, il a pris sur lui de diminuer le fardeau fiscal des contribuables et de consulter sur la façon de le faire pour une portion de 1,3 MM\$ à partir de cinq scénarios. C'est l'objet de la présente commission de mener cette consultation.

Qui est le Carrefour de savoirs sur les finances publiques?

Pour sa part le Carrefour de savoirs sur les finances publiques est un petit groupe composé de personnes vivant la pauvreté, le manque d'emploi et l'exclusion, qui a été constitué par le Carrefour de pastorale en monde ouvrier à l'hiver 1998 pour donner suite au défi relevé par le Ministre des Finances du Québec lors de sa visite au Parlement de la rue en décembre 1997 à savoir que lui et ses fonctionnaires entrent en dialogue avec des personnes qui vivent la pauvreté. Ce dialogue entre «les cennes noires et les milliards» avait et a toujours trois objectifs : que le ministre et son ministère comprennent mieux ce que c'est que de vivre dans la pauvreté, qu'ils trouvent le moyen d'expliquer ce qu'ils font d'une façon qui se comprenne bien par des non spécialistes, qu'ils cherchent avec les membres du carrefour des voies pour réduire la pauvreté, les écarts et l'exclusion.

Les travaux du Carrefour de savoirs et les compte-rendus des rencontres avec le ministre et les fonctionnaires ont été publiés régulièrement¹ et démontrent que malgré les efforts investis de part et d'autre dans ce dialogue qui se poursuit toujours, le troisième objectif est loin d'être en voie de se réaliser. Pourtant, les membres du Carrefour ont eu l'occasion de vivre un cycle budgétaire complet avec les gens du Ministère. Ils et elles ont fait valoir au bon moment et auprès du ministre lui-même des pistes d'action allant dans le sens de ce troisième objectif. À l'exception du renversement d'une décision qui aurait retiré les remboursements de TVQ du chèque d'aide sociale

¹ On pourra se rendre compte de l'ampleur et du sérieux de ces discussions en consultant en annexe à ce mémoire la liste des rencontres tenues avec le Ministère. La rencontre du 28 juin 1999, qui a porté sur des questions de budget et d'équité reliées directement à la matière du présent mémoire a particulièrement été éclairante. La liste des documents publiés par le Carrefour de savoirs est également présentée en annexe. On y trouvera des descriptions plus complètes de certains concepts et de certaines réalités mentionnés dans le présent mémoire.

pour les allouer deux fois par année, ces représentations n'ont eu aucun écho perceptible ni dans la pratique ni dans le dernier budget.

Résumé du mémoire

En fait, rien dans le budget 1999-2000 ne va dans le sens de réduction de la pauvreté, des écarts, de l'exclusion et surtout pas la décision de réduire les impôts. Le Carrefour vient dire aujourd'hui à cette Commission qu'en réduisant les impôts selon les scénarios annoncés, le gouvernement va manquer à son premier devoir qui est d'assurer une justice réparatrice. Pour «fidéliser sa clientèle» selon des principes empruntés à l'économie de marché, il va compromettre des valeurs de solidarité sociale dont il se doit d'être le meilleur garant.

Dans le présent mémoire, le Carrefour de savoirs s'appuie sur les quatre principes de justice suivants :

- ◆ l'accès de tous et toutes aux dollars vitaux devrait être la première priorité de la population et de son gouvernement;
- ◆ l'égalité de droit entre les personnes oblige la population et son gouvernement à combattre les inégalités et à se soucier de réduire le mieux possible les écarts parmi la population;
- ◆ tout le monde doit pouvoir avoir accès à la culture commune de base qui fait qu'on peut fonctionner à part entière dans sa société; quand la société et son centre se transforment ou se déplacent, on doit se préoccuper de rendre possible à tout le monde de pouvoir suivre;
- ◆ la population doit pouvoir choisir le pacte social et fiscal dans lequel elle s'engage et pour bien le faire, elle doit être informée correctement.

Avant de poursuivre il rappelle :

- ◆ que les dollars vitaux ne sont pas assurés à tous et toutes au Québec en ce moment, que ce soit par l'emploi ou la sécurité du revenu;
- ◆ qu'il existe d'importantes inégalités dans cette société;
- ◆ que l'explosion technologique va trop vite et coûte trop cher pour que les plus pauvres puissent suivre; il est en train de se prendre des retards considérables entre les plus riches et les plus pauvres quant aux savoirs requis pour fonctionner en société; la fameuse économie du savoir annoncée dans le dernier budget est à deux vitesses et les plus pauvres n'ont pas accès à des conditions de formation qui pourraient leur permettre de prendre ce virage avec le reste de la population;
- ◆ que bien peu de gens sont en mesure de dire combien de milliards sont mis en commun sur combien de milliards produits pour constituer les finances publiques dont il sera maintenant question.

Dans son mémoire, il entend présenter les considérations suivantes.

- ◆ Les cinq scénarios proposés sont inacceptables sur le plan des principes parce qu'ils augmentent tous l'écart net de revenu entre le cinquième le plus riche et le cinquième le plus pauvre de la population.
- ◆ Sans débattre de la pertinence ou non de diminuer les impôts, il aurait été possible de proposer des scénarios améliorant le revenu disponible tout en diminuant les écarts entre les plus riches et les plus pauvres.
- ◆ Pour le faire il faudrait passer du principe d'équité restreinte aux contribuables appliqué en ce moment à un principe d'équité générale appliqué à l'ensemble de la population.
- ◆ Ceci dit, dans sa forme actuelle, cette consultation restera une consultation entre élites parce que la grande majorité de la population n'est pas suffisamment informée pour apercevoir les tenants et les

aboutissants de la question qui lui est posée d'autant plus que le document de consultation ne présente qu'une partie des enjeux.

- ◆ Mais en réalité le gouvernement aurait dû consulter sur l'utilisation des surplus.
- ◆ De cette hauteur, il aurait fallu débattre de ce qui assure le plus la justice en ce moment : améliorer le revenu disponible de qui et/ou améliorer les services communs?
- ◆ Mais en réalité, même à ce niveau, l'éducation aux finances publiques manque en ce moment pour dépasser le jeu des propagandes et des intérêts particuliers et pouvoir aborder la question à son mérite.

Alors le Carrefour de savoirs fait les recommandations suivantes.

- ◆ **Améliorer de toute urgence et de façon prioritaire, par l'emploi et des garanties de revenu, le revenu disponible des plus pauvres jusqu'à la couverture des besoins essentiels.**
- ◆ Passer de l'équité restreinte à l'équité générale et développer un modèle fiscal en conséquence.
- ◆ Continuer d'investir dans des services publics universels et de qualité.
- ◆ En particulier investir massivement dans la qualification professionnelle des jeunes de milieu défavorisé et des adultes sans emploi ou à faible revenu et épauler ces jeunes et ces adultes dans leur projet d'apprentissage en leur donnant des conditions matérielles qui permettent la réussite, qui permettent de prendre les virages avec tout le monde et qui n'hypothèquent pas leur avenir.
- ◆ Faire ce qu'il faut pour qu'Emploi Québec puisse jouer correctement son rôle et que les personnes s'y sentent bien traitées, respectées, écoutées et aidées.
- ◆ Se donner comme objectif que la population devienne mieux informée sur les finances publiques et sur leur rôle.
- ◆ Informer la population sur la répartition des revenus par quintiles et fournir à chaque personne une indication sur sa position relative dans cette échelle en tant que personne et en tant que membre d'un ménage, le cas échéant
- ◆ Ouvrir un débat informé avec la population sur les objectifs à poursuivre avec les finances publiques en rapport avec le bien commun et mettre la population devant un défi de solidarité sociale transcendant les corporatismes.
- ◆ Développer avec la population, en fonction de principes de solidarité sociale qui seraient clarifiés, un argumentaire et des objectifs par quintile en ce qui concerne les relations entre ce quintile et les finances publiques et agir pour rééquilibrer le poids des influences.
- ◆ Résister à l'impuissance devant la tendance nord-américaine à réduire le rôle de l'État et d'une solidarité organisée. Utiliser toutes les marges de manœuvre possibles pour honorer l'aspiration historique des QuébécoisEs à une société plus solidaire et interdépendante même si cette aspiration se démarque sur le continent nord-américain². Chercher parmi les autres États du monde des alliances pour maintenir le droit des populations de se donner des outils collectifs de solidarité sociale et réaffirmer avec ces alliés l'intérêt pour la planète et pour les générations futures d'une fiscalité responsable et garante des valeurs humaines de base affirmées dans les grandes chartes internationales.
- ◆ Oser imaginer un Québec sans pauvreté et les cadres fiscaux qui pourraient y contribuer.

Le Carrefour de savoirs n'est pas dupe de la distance qu'il y a entre son propos et la détermination du gouvernement à baisser coûte que coûte les impôts. Il n'y a qu'à entendre Bernard Landry dire aux médias que «le courant dominant, c'est nettement la baisse d'impôt», que «presque tout le monde est d'accord pour la baisse

² N'est-ce pas là d'ailleurs une caractéristique du «modèle québécois», un caractère distinct et à préserver de cette société?

d'impôt», que «le gouvernement n'est pas à convaincre» du fait qu'il faut les baisser, mais de combien³. D'où la présente consultation.

Mais le Carrefour connaît une réalité que ce courant dominant ne semble pas apercevoir. Il sait qu'il a dû payer un taxi à Pierre pour qu'il puisse assister à une des rencontres préparatoires à ce mémoire parce que Pierre n'avait pas en main l'argent nécessaire pour payer le billet d'autobus du transport en commun. Il sait que Lucie, valide, en santé, cheffe de famille monoparentale, s'est fait refuser de prendre part à des cours parce que le budget d'Emploi Québec est épuisé. Il sait que Monique s'est fait demander un «cv» par son agente d'employabilité et que Monique, elle, s'est demandé pendant des heures comment répondre à cette exigence vu qu'elle n'est pas équipée pour en produire un et que personne ne lui a jamais montré comment faire. Il sait que si Lyne ne fréquente pas son groupe d'alphabétisation, c'est l'isolement et la perte des liens sociaux qui l'attendent. Il sait quel bon professeur ferait Christian si une commission scolaire se décidait à l'embaucher ou quel bon réparateur de machine à coudre il ferait si quelqu'un l'aidait à se démarrer. Il sait à quel point Rachel, qui sera toujours trop pauvre pour payer de l'impôt, vu qu'elle n'est pas en condition pour aller sur le marché de l'emploi, rêve de fruits et de légumes, mais surtout de citoyenneté. Depuis bientôt deux ans qu'ils travaillent ensemble, les membres du Carrefour ont eu le temps de voir s'aggraver leurs conditions de vie et celles des gens qui les entourent.

Il est important que les éluEs, le gouvernement et la population se rendent compte que pour une partie de leur concitoyenNEs, les grandes décisions économiques qui doivent être prises ne sont pas de l'ordre de comment affecter 1,3MM\$ de surplus qui ne manquent à aucun contribuable tant que la règle n'est pas changée. Elles nagent dans les eaux de ce qui, pour bien du monde, est de l'ordre de la petite monnaie. De l'ordre du un, deux ou trois dollars. De l'ordre de la décision d'expliquer ou non à un groupe pourquoi on ne pourra pas aller à une réunion. De l'ordre du choix entre acheter un panier de pêches ou un sac de lait ou payer la gardienne pour se rendre à cette réunion.

Pour une partie de la population, ce sont ces dollars-là qui manquent. Des dollars vitaux.

Alors quand on entend des médecins menacer de s'en aller parce qu'ils ne sont pas assez payés, quand on entend dire que la classe moyenne a besoin de respirer ou qu'il faut baisser les impôts parce que tout le monde veut qu'on les baisse, ça fait sourire. On se dit «coudonc, ces gens-là vivent-ils sur la même planète que nous?» On se dit, «on va leur dire qu'on existe».

Alors on décide de ne pas se taire. On vient à une commission comme celle-ci. On décide d'investir malgré tout dans la démocratie, parce que c'est un devoir de dire la vérité et d'apporter à sa société l'éclairage dont on est l'expert. On s'organise pour le billet d'autobus et la gardienne. On fait un travail rigoureux.

Baissez les impôts si vous voulez. Mais c'est injuste. Et vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous l'a pas dit.

Le Carrefour de savoirs sur les finances publiques, 14 septembre 1999

Addendum : Ce mémoire a reçu l'appui du Front commun des personnes assistées sociales du Québec le 23 septembre 1999 (voir la lettre d'appui en Annexe),

³ La Presse Canadienne, «Les baisses d'impôts primeront sur tout le reste, avertit Landry», *Le Soleil*, 11 septembre, p. A21.

*«C'est pas parce que c'est dur à comprendre,
mais c'est jamais éclairé.
C'est jamais montré clairement...»*

Pierre

1.

Réduire les impôts pourquoi? La tentation de «fidéliser une clientèle»

« - *Corporatisme, qu'est-ce que ça veut dire?*
- *C'est quand tu te mets à tirer la couverture rien que pour ta gang.*»
Lors d'une réunion

Il est très clair que la présente consultation appartient à un courant qui s'exprime avec vigueur depuis quelques années et plus précisément depuis quelques mois et très fortement depuis quelques semaines. Qui réclame ainsi? Le patronat, les entreprises, les milieux financiers et le gouvernement, qui se réclame des intérêts de la classe moyenne, de la compétitivité avec les autres régimes fiscaux. Et la classe moyenne, qui voit la différence sur son chèque de paie entre son revenu brut et son revenu net, est sensible à l'idée.

Toutes sortes d'arguments sont apportés.

En réalité, la stratégie du gouvernement aura peu d'effet sur l'économie. Un économiste, Marc van den Audenrode l'a même affirmé lors d'une ligne ouverte à la radio⁴. On n'a jamais pu démontrer, disait-il, l'effet d'une baisse d'impôt sur l'économie. Lors de cette même émission, Yvon Cyrenne, fiscaliste, maintenait qu'il fallait soulager le fardeau fiscal de ceux qui font rouler l'économie pour qu'ils puissent la faire rouler encore mieux. Mais van den Audenrode a confirmé une chose que nous affirmons nous-même quand nous parlons de dollars vitaux, de dollars fonctionnels et de dollars gonflables : si on redonne de l'argent à une personne qui a déjà un revenu élevé, elle ne le dépensera pas, elle va plutôt l'économiser. Entendons, selon nous, l'investir. Où? Là où l'argent profite le plus. Et c'est où, ça? Les recherches de *L'Action nationale* le démontrent assez. Par les temps qui courent, on pourrait parier sur la fuite des capitaux. C'est ce qui risque d'arriver aux 719\$ à 3897\$ prévus dans les scénarios pour les contribuables ayant un revenu familial ou individuel de 100 000\$ et plus.

Poursuivons maintenant par nous-mêmes. Redonnez de l'argent à des gens de la classe moyenne. Des dollars fonctionnels. Que vont-ils faire? Le savons-nous? Pouvons-nous prouver que les 79\$ à 2397\$ qui reviendraient dans les poches des contribuables à revenu moyen vont leur permettre de mieux respirer ou vont contribuer à créer des emplois ici? La classe moyenne est chroniquement endettée. Elle est la cible d'un marketing puissant qui l'amène à surconsommer pour maintenir son statut social. Comme ses besoins vitaux sont assurés, elle va consommer des biens non essentiels. À 79\$, il n'y paraîtra pas. À 2397\$, c'est la classe moyenne élevée : le contribuable aura déjà un revenu individuel ou familial de 75 000\$. Il pourrait décider de se payer un voyage dans le Sud. L'argent se dispersera, ici dans des entreprises qui croient à la compétitivité et à la rationalisation, donc qui tendent à couper les postes plutôt qu'à les augmenter, ailleurs dans d'autres entreprises qui croient à la même chose. Un important voyageur vient d'annoncer qu'il ajoutait mille places vers le Sud sur Québec l'hiver prochain. Il est assez clair que si elle respire mal, une partie de la classe moyenne est assez prête à aller respirer ailleurs...

Améliorez maintenant les revenus de gens trop pauvres pour payer de l'impôt. Des dollars vitaux. Que vont faire ces personnes? Elles vont dépenser ces dollars. Elles vont les dépenser localement. À l'épicerie, à la pharmacie, dans un magasin de vêtements ou de souliers (c'est si cher les souliers et les bottes). À l'école pour payer la sortie de leur enfant. Ou au centre de loisirs pour qu'il puisse suivre un cours de natation. Elles vont payer leurs comptes. Elles achèteront peut-être un meuble. Elles vont pouvoir acheter des billets d'autobus ou de métro,

⁴ SRC, *Le Midi 15*, le 8 septembre 1999.

peut-être même la «passe». Elles vont pouvoir payer les photocopies et les timbres et faire des demandes d'emploi. Elles vont participer un peu plus à l'économie formelle et un peu moins à l'économie informelle. Elles seront peut-être un peu plus heureuses et un peu moins malades, ce qui coûtera moins cher au système de santé. Et leurs enfants aussi. Cet argent-là va tourner plus longtemps dans l'économie locale avant de prendre la poudre d'escampette. Les dollars vitaux sont nécessairement des dollars locaux.

Alors si baisser les impôts n'est pas parti pour avoir un effet terrible sur l'économie, pourquoi le faire?

Quand on écoute les arguments du gouvernement, on leur trouve une étrange ressemblance avec un discours d'entreprise. La compétitivité. La compétition. Les compétiteurs. Le client en demande. Il compare les prix. On veut garder son client. C'est plus cher qu'en Ontario. Alors on lui fait plaisir. Quand un café-bistrot donne une petite carte à l'achat et un sixième café gratuit à ses clients une fois que les cinq cases ont été poinçonnées, il laisse aller une partie de son revenu potentiel avec le café gratuit. Mais ça lui rapporte parce que le client revient. On appelle ça «fidéliser la clientèle».

La stratégie de marketing du gouvernement fédéral est encore plus subtile. Il fidélise, lui aussi, mais en plus il «sponsorise», il commandite : il s'en garde assez pour devenir le commanditaire d'une activité humanitaire où il peut mettre son nom sur l'affiche et son drapeau dans le local. Et son nez dans des domaines qui ne sont pas de sa compétence. Ça donne les bourses du millénaires et d'autres «patentes» comme ça. Tout ça pendant que son ministre des Finances, grand propriétaire d'entreprises, s'organise pour échapper à l'impôt de son propre pays en plaçant ses actifs sous des bannières étrangères de complaisance.

On appelle ça gérer les finances publiques.

Et même si baisser les impôts avait un effet sur l'économie, faudrait-il le faire? L'économie va bien. Elle est en croissance. Le ministre des Finances nous a dit qu'il faut produire de la richesse pour mieux la redistribuer. Alors voilà, on serait en train de produire de la richesse, mais la réalité est en train de démontrer assez nettement que ce n'est pas pour mieux la redistribuer. La croissance de l'économie n'est pas accompagnée de la réduction des écarts, mais de leur accroissement. De recensement en recensement, l'écart entre riches et pauvres croît. Le «revenu privé» pour prendre l'expression de l'Institut de statistique du Québec, i.e. le revenu que les gens vont se chercher par eux-mêmes grâce à l'emploi et à la fortune, est de plus en plus concentré dans les portefeuilles des plus riches. Le coefficient de Gini, qui donne la mesure des écarts entre le quintile le plus riche et le quintile le plus pauvre (plus le coefficient est élevé, plus l'écart est grand), a été en croissance constante pour toutes les catégories d'unités familiales au Québec de 1986 à 1996, dernière date où des chiffres sont disponibles (Tableau 1 en Annexe). C'est cela que la fiscalité et les transferts corrigent. Les statistiques le démontrent avec ce même coefficient appliqué au revenu disponible : il est resté assez stable. Si on n'a pas réussi à réduire les écarts pendant ces dix années au niveau du revenu disponible, au moins on a pu empêcher qu'ils s'accroissent. Et voilà qu'en 1999, on veut réduire les impôts pour rester compétitif et attrayant.

Stop. Les personnes visées par les réductions d'impôt ne sont pas des clients, mais des contribuables et plus précisément des citoyens et des citoyennes, la fraction majoritaire des citoyens et des citoyennes dont les revenus sont jugés suffisants pour qu'ils soient appelés à contribuer au panier commun.

Peut-on s'adresser à ces personnes différemment à partir de leur statut citoyen et de leur compréhension informée du problème du manque et de l'exclusion dans le cinquième le plus pauvre de la population?

2.

À quoi servent les impôts?

Des principes de solidarité sociale à respecter

«Réduire les impôts, c'est essayer de donner un bonbon empoisonné à la classe moyenne.»

Rachel

«On est habitués. Ça va nous donner quoi de plus? Nous, on a endetté la province quand on était jeunes. Moi, je dis que les impôts on est habitués. On les paie. Qu'on les paie! Et qu'on règle d'autres problèmes à la place. Moi, c'est vrai que j'en paie, de l'impôt, mais... c'est pas plus grave que ça. Je suis un père de famille. Moi, ça me donnerait à peu près mille dollars. Qu'est-ce que je ferais avec ça? Avoir quelques dollars de plus par semaine, on achèterait des choses inutiles avec ça. Ce mille-là, je le veux pas. Puis je ne suis pas tout seul qui parle de même. Dans mon milieu, on en paie de l'impôt et tout le monde dit ça : qu'est-ce que ça donnerait d'avoir un mille ou quinze cents de plus? On le pense. On le dit entre nous. Mais on le dit pas fort parce qu'on ne voudrait pas que le gouvernement vienne nous prendre mille ou deux mille de plus. C'est vrai qu'on est plusieurs qui pensent ça, mais on le dit pas.»

Gilles, conseiller en imprimerie, famille de deux adultes, deux enfants

Hypothèse : la classe moyenne n'a pas besoin d'un répit, elle a besoin de comprendre à quoi sert l'argent qu'elle met en commun et de sentir que c'est bien et que c'est juste.

Hypothèse : les citoyens et citoyennes les plus riches prennent trop de place dans les débats et ils prennent le reste de la population en otage; ils et elles ont besoin d'être rappelés à l'ordre.

Les Danois, bien plus imposés que les Québécois, viennent de dire très majoritairement qu'ils sont satisfaits de leur fort niveau d'imposition⁵. Ils et elles comprennent à quoi sert leur argent commun et y souscrivent. Avec leur approche de la solidarité sociale, les Danois réussissent à avoir moins d'écarts entre eux qu'ailleurs, moins de pauvreté, un très bon niveau de vie, un bon niveau d'emploi. Ils ne sont pas paresseux et moins productifs pour autant. Ce sont des as de l'imagination, du design, de l'innovation. Ils réussissent à être Danois et Européens et même à prendre leur temps malgré la pression avant de voter pour l'Europe. Lors de la deuxième guerre mondiale, ils ont eu le culot de tous porter l'étoile jaune par refus et solidarité alors qu'ils étaient collés géographiquement et économiquement à l'Allemagne nazie.

Laissons là les Danois. Personne n'est parfait sur la terre. Ils doivent avoir leurs travers eux aussi! Retenons simplement qu'il est possible à une société qui veut et qui sait pourquoi elle le fait de tenir à des valeurs sociales

⁵ Rappelé par Marc van den Audenrode dans la même émission.

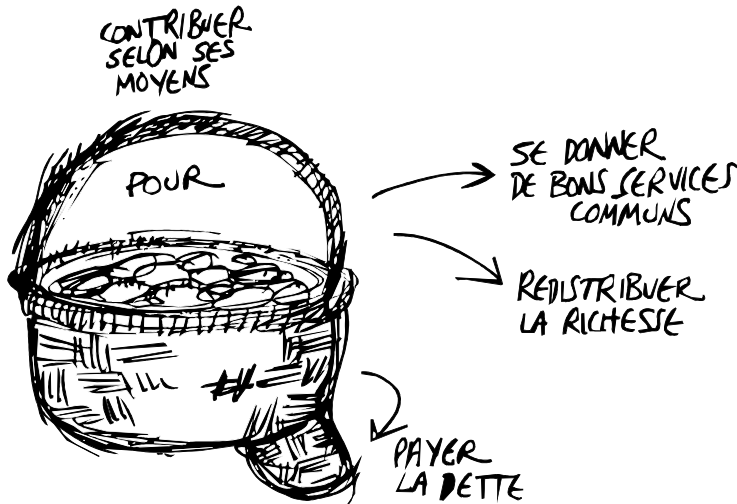
qui font primer le bien commun et les solidarités et de les appliquer sans pour autant être dans une économie fermée.

Prenons plutôt le document de consultation intitulé *Réduction de l'impôt des particuliers*. On y lit page 44 que

«le premier objectif d'un régime de taxation est de prélever des revenus suffisants et stables afin de financer les dépenses publiques». Cette affirmation est partielle et elle évacue le cœur du pacte.

Ce pacte, nous le résumerions comme suit. La fiscalité, qui vient du mot latin *fiscus*, qui veut dire panier, sert à déterminer les règles par lesquelles une population va mettre de l'argent en commun dans un même panier pour réaliser des objectifs qu'elle se donne. Il y en a deux principalement :

- ◆ se donner des services communs;
- ◆ redistribuer la richesse entre elle.



Ils sont complétés d'une troisième finalité qui est plutôt une contrainte acquise en cours de route:

- ◆ payer la dette.

Nous n'avons rien à redire sur les caractéristiques générales recherchées dans le système de taxation:

- ◆ équité verticale;
- ◆ équité horizontale;
- ◆ neutralité;
- ◆ simplicité.

Ni même sur l'objectif spécifique qui consiste à faire attention à certaines catégories de personnes comme les familles, les personnes âgées, les personnes aux études et en formation, les personnes défavorisées. Quant à la compétitivité, nous avons dit ce que nous en pensons. Les comparaisons avec l'Ontario nous énervent. Nous ne voulons pas que ce soit comme en Ontario. En Ontario les pauvres sont humiliés et en perte de droits. L'Ontario vire à droite. À quoi sert la croissance économique si on devient plus égoïste?

Nous tiquons quand nous entendons dire qu'une fiscalité trop progressive désincite à l'emploi. Notre expérience sur le terrain est à l'effet que de trop faibles revenus de base empêchent d'avoir accès à l'emploi et qu'il y a beaucoup de gens qui veulent travailler et qui n'arrivent pas à se trouver une place sur le marché du travail.

Mais les principes énoncés dans le document ne nous suffisent pas parce qu'ils oublient un couple de choses essentielles du côté de la solidarité sociale et un point d'économie de base qui n'appartient pas à l'économie de marché, mais au rôle vital du revenu pour répondre aux besoins vitaux des personnes dans une société industrialisée et post-industrielle :

- ◆ pour survivre et vivre sur la planète le besoin de revenu décroît à mesure que le revenu croît.

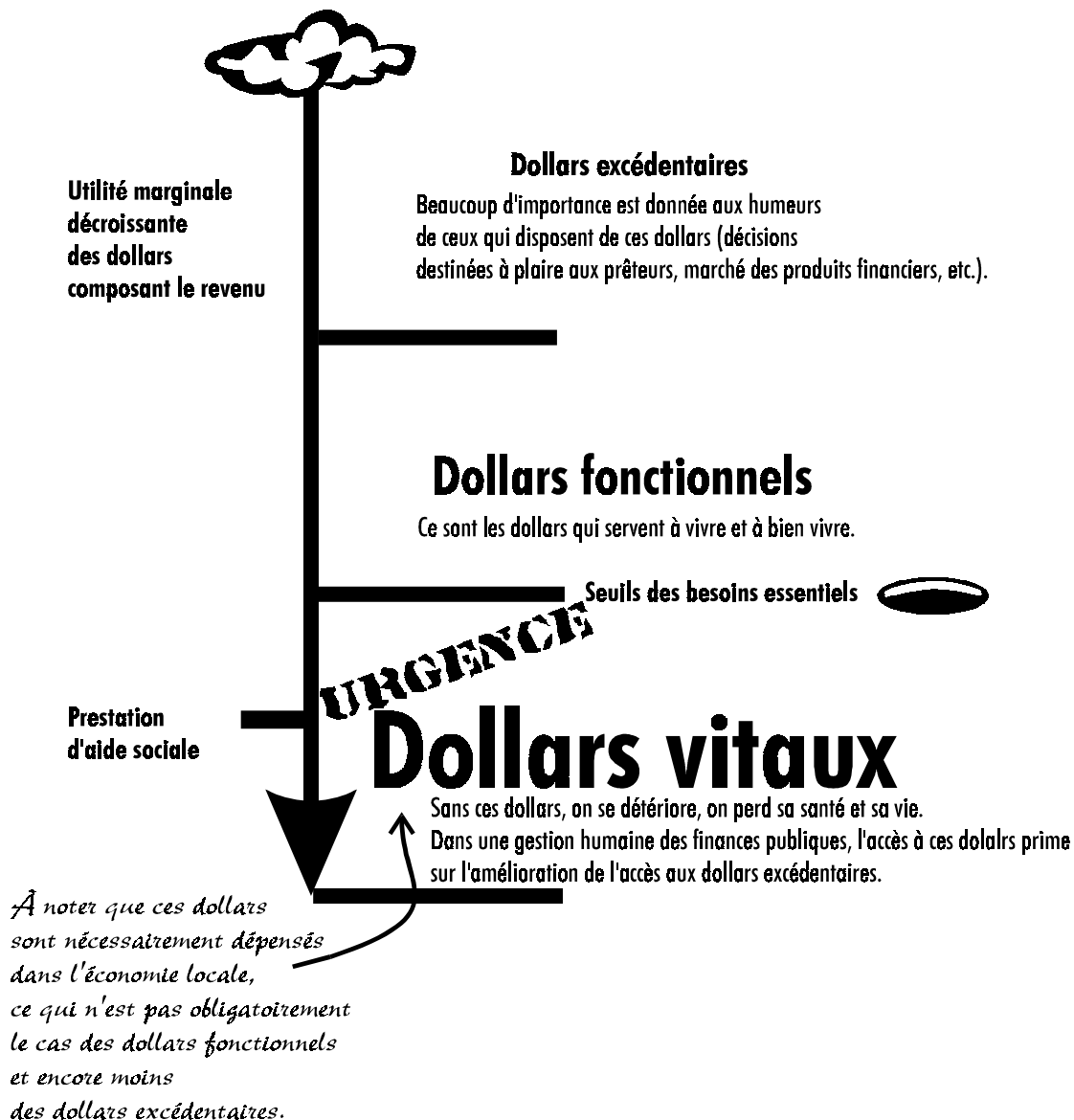
Une société solidaire qui met des ressources en commun dans un panier doit pouvoir honnêtement se demander :

- ◆ où est le besoin principal de revenu?

Il y a de cela maintenant deux budgets, le ministre des Finances a fait une affirmation qui nous a heurtés : «A buck is a buck is a buck». Faux. Le dollar n'a pas la même valeur pour la vie humaine selon la tranche de revenu à laquelle il vient s'ajouter. Nous avons réfléchi à la question et nous avons trouvé que trois sortes de dollars composent le revenu des personnes :

- ◆ les dollars vitaux,
- ◆ les dollars fonctionnels,
- ◆ les dollars excédentaires ou gonflables.

«A buck is not a buck is not a buck!»: Dollars vitaux, fonctionnels et excédentaires



Les premiers dollars dans le revenu sont des dollars vitaux. Jusqu'à la couverture des besoins essentiels, ces dollars sont nécessaires pour acquérir les biens et services nécessaires à la survie. Lorsqu'on manque de ces dollars on tombe en situation de déficit humain. On doit prendre dans sa propre vitalité et dans celle des siens. Autrement dit, on est en détresse et en souffrance. C'est ce que nous avons appelé ailleurs la Dépense intérieure dure.

Une fois que ces dollars sont assurés, la couche suivante de dollars, que nous avons appelés dollars fonctionnels, permet de vivre et de bien vivre. Normalement le seuil d'imposition nulle est situé au seuil des dollars fonctionnels ou un peu au-dessus : nos sociétés ont compris qu'il ne sert à rien de taxer les dollars vitaux puisqu'ils sont là où ils peuvent être les plus utiles.

Une fois qu'on vit et qu'on vit bien, il y a une limite aux biens et services qu'on peut acquérir. Toutes dépenses faites, il se peut qu'il en reste. La personne a un surplus. C'est ce que nous avons appelé les dollars excédentaires ou dollars gonflables. Ces dollars ont une caractéristique particulière : il n'améliorent pas tellement la qualité de vie, mais ils peuvent servir à faire d'autres dollars parce qu'on peut les investir et les prêter. Ces dollars ont un rendement par eux-mêmes.

Grosso modo, les statistiques montrent que le quintile le plus pauvre de la population a à peine accès aux dollars vitaux. Parmi ce quintile, une bonne partie, disons la moitié du bas, ou encore une personne sur dix dans la population, n'a pas accès, même avec la sécurité du revenu, à la quantité de dollars vitaux nécessaires pour couvrir ses besoins essentiels. Elle est en déficit humain⁶. Les trois quintiles suivants fonctionnent et dépensent en moyenne plus qu'ils ne gagnent. Le quintile le plus riche, lui, en moyenne, impôts payés et dépenses faites, a des surplus et donc la capacité de faire de l'argent de plus, non pas avec son travail, mais avec son argent. C'est ce quintile, rappelons-nous, qui en demande encore plus en ce moment. Par la contrainte des déficits humains et monétaires des quintiles du dessous qui en plus doivent payer de l'intérêt sur leurs dettes (un intérêt dont le taux croît à mesure que le revenu décroît) et la capacité du quintile plus riche qui, lui, fait fructifier son argent, l'accroissement des écarts est inscrit dans le système, si on traite le dollar sur le principe de «a buck is a buck is a buck».

Terminons cette explication en précisant que plus le dollar est placé haut sur la couche de revenu, plus sa mobilité croît. Prenons une personne qui habite Amqui. Si elle reçoit un peu plus de dollars vitaux, elle risque de les dépenser à Amqui. Si elle reçoit plus de dollars fonctionnels, disons la réduction d'impôt de 79\$ à 2397\$, elle pourrait embaucher un entrepreneur d'Amqui pour rénover sa maison, mais elle ira peut-être aussi à Rimouski, Québec ou Montréal acheter des vêtements ou des meubles, ou même à Disneyworld avec ses enfants. Si elle gagne une grosse somme à la loto, elle va peut-être en mettre dans le Fonds de solidarité de la FTQ ou le Fondation de la CSN, mais on l'imagine sans peine faire affaire avec une maison de produits financiers basée aux États-Unis qui pourrait bien lui proposer de placer son argent dans un portefeuille ayant un fort volet international. Le dollar vital est un dollar local. Le dollar gonflable est facilement un dollar fuyant.

Alors si on se retrouve une année avec des meilleurs revenus dans le panier et que les gens se plaignent que le panier commun leur coûte trop cher, que fait-on?

Nous proposons que lors de la discussion, on se rappelle et qu'on se confirme les principes suivants:

- ◆ l'accès de tous et toutes aux dollars vitaux devrait être la première priorité de la population et de son gouvernement et ce, par solidarité, mais aussi pour le mieux-être de toute la société;
- ◆ l'égalité de droit entre les personnes oblige la population et son gouvernement à combattre les inégalités et à se soucier de réduire le mieux possible les écarts parmi la population;

⁶ Voir Centraide Québec. *Une société en déficit humain. Rapport sur les conséquences sociales de l'appauvrissement.* Québec, novembre 1998.

- ◆ tout le monde doit pouvoir avoir accès à la culture commune de base qui fait qu'on peut fonctionner à part entière dans sa société; quand la société et son centre se transforment ou se déplacent, on doit se préoccuper de rendre possible à tout le monde de pouvoir suivre;
- ◆ la population doit pouvoir choisir le pacte social et fiscal dans lequel elle s'engage et pour bien le faire, elle doit être informée correctement.

Nous proposons aussi qu'on se rappelle les réalités suivantes.

- ◆ Les dollars vitaux ne sont pas assurés à tous et toutes au Québec en ce moment, que ce soit par l'emploi ou la sécurité du revenu.
- ◆ Il existe d'importantes inégalités dans cette société.
- ◆ L'explosion technologique va trop vite et coûte trop cher pour que les plus pauvres puissent suivre; il est en train de se prendre des retards considérables entre les plus riches et les plus pauvres quant aux savoirs requis pour fonctionner en société; la fameuse économie du savoir annoncée dans le dernier budget est à deux vitesses et les plus pauvres n'ont pas accès à des conditions de formation qui pourraient leur permettre de prendre ce virage avec le reste de la population.
- ◆ Malheureusement bien peu de gens sont en mesure de dire combien de milliards sont mis en commun sur combien de milliards produits pour constituer les finances publiques et à quelles fins.

C'est en ayant ces principes et ces réalités à l'esprit que nous examinerons brièvement les cinq scénarios proposés.

3.

Les cinq scénarios proposés augmentent tous les écarts.

En parlant de liquide...

«Tas pas besoin de donner d'eau à la rivière.

Ces riches-là, c'est pas des rivières, c'est des océans.»

Rachel

L'examen sera bref :

- ◆ on améliore systématiquement le revenu de ceux qui en ont le moins besoin selon des formules qui empirent d'un scénario à l'autre alors qu'il y a dans notre société des gens qui manquent de tout.

Nous avons un régime progressif dont le Québec se vante quand ça fait son affaire. Tous les scénarios présentés en diminuent la progressivité, certains très substantiellement. Tous les scénarios augmentent les écarts nets de revenu disponible entre les citoyenNEs les plus riches et les citoyenNEs les plus pauvres, mais aussi entre les contribuables les plus pauvres et les contribuables les plus riches. Tous ces scénarios vont faire augmenter le coefficient de Gini. Il faut faire 50 000\$ et plus pour en avoir un bénéfice un peu substantiel. Le premier scénario est le moins dommageable, mais il est quand même inacceptable. Le cinquième scénario élimine toute progressivité dans le régime d'imposition. Les mesures n'ont aucun effet chez les personnes sous le seuil d'imposition nulle. Ce seuil est haussé, ce qui fait que lors d'autres mesures similaires dans le futur, le bassin de population bénéficiant d'une amélioration de revenu sera encore davantage concentré vers le haut de l'échelle.

C'est irresponsable, indigne, cynique. C'est faire le jeu du plus fort. Avec cette mesure le Québec va accroître en toute connaissance de cause les écarts et les inégalités dans la population. Les plus riches seront plus riches. Les plus pauvres vont rester aussi pauvres.

4.

On aurait pu présenter des scénarios qui les réduisent. Pour cela, il faut passer de l'équité restreinte à l'équité générale.

*«Si tu suis pas la parade...
Il faut pouvoir suivre la parade.»
Rachel*

Pourtant, et à supposer qu'il y a une décision d'améliorer le revenu disponible dans la population, ce qui est plausible étant donné que c'est une des fonctions de la fiscalité de redistribuer la richesse, (encore que nous discuterons avec plus de perspectives plus loin), il y aurait eu moyen de présenter des scénarios tenant compte du principe du plus grand besoin de revenu et correspondant au cadre éthique que nous avons proposé plus haut.

Des scénarios manquants

Imaginons par exemple un scénario qui envisage une redistribution sur tous les quintiles. Les quintiles, c'est intéressant comme base de calcul parce que c'est neutre et à quantité égale. Un cinquième de la population, c'est un cinquième de la population. Les chiffres existent, avec des répartitions par catégories de ménage. C'est techniquement faisable, la preuve en est faite par le remboursement de TVQ qui touche tous les citoyens et citoyennes à faible revenu, contribuables ou non, qui produisent une déclaration d'impôt et/ou reçoivent de l'aide sociale. Il est même possible d'en mensualiser le versement pour les groupes les plus pauvres, les personnes assistées sociales par exemple, en l'incluant dans le versement de leur prestation. On a là une formule élégante, universelle, plus intéressante à long terme que l'augmentation à la pièce des prestations.

Supposons maintenant quelques paramètres (voir le Tableau 2 en Annexe) : on plafonne le quintile le plus riche (quintile 1) qui n'a pas besoin de plus de revenu sauf par appétit, on échelonne la redistribution en respectant l'équité verticale. Le quintile le plus pauvre (quintile 5) pourrait par exemple recevoir 4 fois plus que le quintile 2, qui recevrait la plus petite part. Nous sommes 7,35 millions de personnes au Québec. Maintenons pour la comparaison la somme à redistribuer à 1,333 MM\$. Et restons-en à un calcul per capita (nous n'avons pas les simulateurs du gouvernement pour apporter toutes les nuances). Compte tenu que les personnes seules sont plus pauvres que les personnes ensemble, que les enfants sont plus pauvres que les adultes, que les femmes sont plus pauvres que les hommes, il n'y a pas de mal ici à penser à un montant fixe par personne, même si c'est aller un peu vite du côté de l'équité horizontale. Les personnes seules seront plus présentes dans le quintile le plus pauvre, les femmes pauvres avec leur famille aussi et il y aura des provisions intéressantes pour les enfants des familles pauvres. En plus c'est simple. Alors qu'est-ce que ça donnerait? Les familles qui font en moyenne 60 000\$ de revenu total auraient tout de même 90\$ pour chacun de leurs membres (Voir le Tableau 3 en Annexe pour les revenus moyens par quintile). Celles qui font en moyenne 44 800\$ auraient 181\$ par personne. Celles qui font en moyenne 30 630\$ auraient 272\$ par personne. Celles qui font en moyenne 16 151\$ auraient 362\$ par personne. Les familles des quintile 3 et 4 auraient autant sinon plus que dans les scénarios du gouvernement et les familles du quintile 5 seraient couvertes aussi et aidées à s'en sortir.

Si on ciblait tout sur les deux quintiles les plus pauvres, on pourrait redistribuer 303\$ par personne au quintile 4 et 604\$ par personne au quintile 5. Si on ciblait tout sur le quintile le plus pauvre, on pourrait redistribuer 906\$ par personne, c'est-à-dire environ 75\$ par personne par mois. Ce ne serait pas encore la couverture des besoins essentiels, mais un pas substantiel dans cette direction.

Dans tous les cas, les écarts seraient réduits entre riches et pauvres et la redistribution irait dans des proportions différentes là où le besoin est le plus grand.

Cette approche resterait neutre parce que les travailleurs et travailleuses à faible revenu tout comme les personnes sans emploi verraient leur revenu s'améliorer. L'incitation au travail serait maintenue, mais pour ça, on vous le redit, les personnes veulent travailler et se former.

De l'équité restreinte à l'équité générale

Pour procéder comme nous le proposons, en plus d'agir avec cohérence sur la question du besoin de revenu et de la réduction des écarts, il faut accepter de faire un changement qualitatif important dans la fiscalité québécoise : passer d'une conception de l'équité restreinte au statut de contribuable à une conception de l'équité générale, qui s'intéresse à l'évolution du revenu de toutes les personnes dans la société. La fiscalité n'est ni un régime d'assurance ni un régime d'assistance, mais un régime d'interdépendance sur une base de concitoyenneté.

Pour le moment le concept d'équité verticale s'arrête au seuil d'imposition nulle. C'est un peu comme si on considérait le contribuable comme un cotisant à l'équité. Sous le seuil d'imposition nulle, il n'est plus un sujet d'équité. Il devient un sujet de charité, à la merci de l'humeur des autres cotisants. Il devient une «dépense» et il est pris en charge par des systèmes de transferts disjoints de la fiscalité qui n'opèrent plus sur les mêmes principes. Mine de rien, sans changement dans le concept d'équité, on dualise une population, l'une devenant un actif et l'autre un passif. En ce moment le seuil d'imposition nulle trace une frontière entre deux régimes : le régime fiscal de la majorité et un régime d'apartheid fiscal pour une minorité. Plus le seuil d'imposition nulle augmente dans ce modèle, plus la proportion de personnes en emploi reléguées dans ce *nowhere* fiscal augmente, plus la distinction souvent faite entre «travailleurs méritants» et «non travailleurs non méritants», entre «bons» et «pas bons» pour justifier les différences de traitement devient obsolète (ce qui, par ailleurs est une bonne chose...). De nombreuses personnes travaillant très fort ne sont plus des contribuables en tombant sous la barre du seuil d'imposition nulle. C'est ainsi que dans les scénarios de réduction d'impôt présentés par le gouvernement, de nombreuses familles de travailleurs à faible revenu dont le revenu principal est pourtant un «revenu privé» ne seront pas touchées par la mesure de redistribution.

Tout cela peut être évité en étendant le concept d'équité à l'ensemble de la population plutôt qu'aux seuls contribuables. Le mot contribuable d'ailleurs peut porter à faux comme si la seule façon de contribuer à la société interdépendante était d'avoir une rémunération suffisante pour payer de l'impôt. Chaque personne est importante et contribue à faire du Québec ce qu'est le Québec : les travailleurs et travailleuses, à petit et à gros salaire, les hommes et les femmes, souvent des femmes, qui choisissent de rester à la maison pour prendre soin des enfants, des personnes âgées, des personnes malades ou avec un handicap, les personnes sans emploi qui se débrouillent quand même pour rendre toutes sortes de services, les personnes qui se forment et qui étudient, même les personnes qui vivent une situation difficile ou excessive, tout ce monde est gardien d'une couleur, d'une saveur qui fait que le Québec est ce qu'il est. L'argent a peu à voir dans tout ça. Il n'y a pas de mérite à ne pas avoir de handicap, à être néE dans une famille à l'aise, en bonne santé, à apprendre facilement, à avoir de bonnes idées ou le sens des affaires. Il y en a à ne pas se laisser tomber.

De l'apartheid fiscal à un modèle intégré

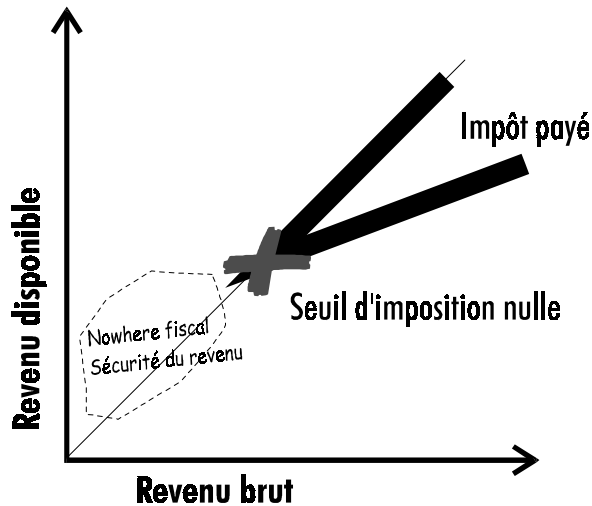
Le mot apartheid fiscal n'est pas trop fort pour désigner la situation actuelle parce qu'il y a bel et bien un traitement séparé pour les citoyens et citoyennes trop pauvres pour payer de l'impôt.

Nous pourrions au Québec développer un modèle fiscal plus intéressant, qui répondrait au principe d'équité générale et qui inclurait tout le monde dans l'équation. Il aurait l'avantage de permettre de bien réfléchir la question de la redistribution de la richesse et de porter attention à l'évolution de tous les revenus disponibles, des

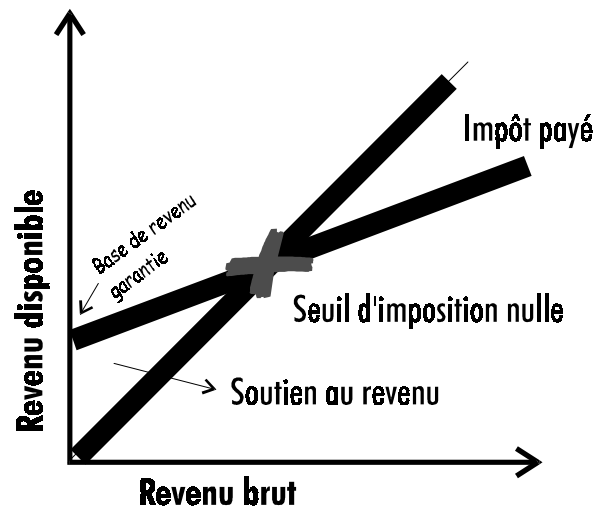
plus pauvres aux plus riches, quand on décide de modifier l'équation. Sans pour autant affirmer que son application soit simple, le principe, lui, peut être énoncé simplement et clairement, ce qui est intéressant pour une pédagogie de la solidarité informée :

- ◆ il y a un seuil d'imposition nulle;
- ◆ au-dessus du paie de l'impôt;
- ◆ au-dessous tu as de l'aide au revenu (impôt négatif);
- ◆ il y a un seuil de garantie de base qui fait que ton revenu ne peut pas être plus bas que tant.

Reste ensuite à ajouter la progressivité au modèle et à fixer les seuils et les paramètres et on a un système intégré. Par exemple, on peut hausser le seuil d'imposition nulle sans dualiser la société.



**La fiscalité actuelle
avec équité restreinte**
(Le pacte ne concerne que les contribuables)



**Une fiscalité intégrée
avec équité générale**
(Le pacte concerne tout le monde)

5.

On aurait dû consulter sur l'utilisation des surplus.

« - Vous, madame, si vous aviez à placer les surplus, où les placeriez-vous?

- En bas. »

Conversation de Monique avec une dame dans l'autobus

En fait, pour bien placer le problème, le ministre aurait dû consulter sur l'utilisation des surplus. En situation de déficit zéro et de croissance économique, si on maintient les mêmes paramètres de contribution, les surplus sont inévitables et ils posent une question sur le panier et sur la taille du panier. En même temps il est intéressant de réaliser tout à coup qu'on peut disposer d'une réserve, les revenus s'avérant meilleurs. Avant de les «ristourner» aux contributeurs il vaut la peine de se demander «qu'est-ce qu'on fait?» D'autant plus que l'habitude de contribuer étant là, elle coûte, mais ne fait pas mal.

Des revenus ou des services?

Des revenus fiscaux, c'est récurrent. La perspective d'une réserve peut être l'occasion de faire un saut qualitatif. Le ministre aurait pu se dire par exemple «tiens, voilà l'occasion de nous y mettre, à la couverture des besoins essentiels». Ou encore, «tiens, voilà l'occasion d'investir substantiellement dans la formation professionnelle des jeunes et des personnes peu scolarisées», «voilà l'occasion de mettre plus de personnel dans les écoles de milieu défavorisé». Ou encore, «on a un gros défi avec Emploi Québec, pourquoi ne pas faire les choses en grande et mettre le paquet dans l'aide à l'emploi et la création d'emplois s'adressant à des personnes plus loin du marché du travail?» En expliquant pourquoi à la population, et devant des alternatives comme ça, la population aurait-elle refusé? Qui sait, elle aurait peut-être été fière de se faire présenter un défi comme ça. Elle aurait peut-être trouvé qu'un gouvernement comme ça, on peut lui faire confiance.

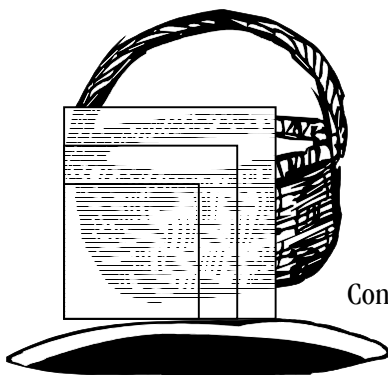
Par exemple, améliorer le revenu disponible ne suffit pas pour répondre aux principes que nous avons énoncés dans la section 2. Rattraper le retard technologique, ça prend de la formation. Apprendre un métier, ça prend du temps. Garder toute une population dans la parade, ça suppose des infrastructures, qui ne sont pas là pour tout le monde en ce moment. Pour Lucie pouvoir avoir accès à des cours est aussi important qu'améliorer son revenu parce que c'est se donner des moyens pour l'avenir.

Et puis des services universels, de qualité, qu'on se paie ensemble, ça peut être intéressant et plus économique. On l'a vu avec le système de santé. Le système public québécois est bien plus avantageux que le non système américain.

Alors qui sait si la classe moyenne, informée des services qu'elle peut obtenir en maintenant son dollar fiscal dans le panier comparativement aux services de même ordre qu'elle devrait s'acheter privément, n'aurait pas choisi «l'œuf» plutôt que «l'argent»?

Les seuls qui s'en moquent, du coût comparatif des services publics, ce sont les très très hauts salariés, comme le remarquait Marc van den Audenrode, toujours lors de la même émission. À une certaine hauteur de revenu, la différence devient négligeable en proportion du revenu. Ceux-là mêmes qui crient très fort pour réduire le fardeau fiscal. Quand on est riche, on n'a pas besoin de la solidarité. Et on est capable de réclamer des réductions d'impôt de 20%. Et on ne se gênera pas pour empocher les 3897\$ du cinquième scénario si ça se trouve. Mais pour cela, il faudra trouver le moyen de fermer les yeux sur le billet d'autobus ou le sac de lait qui manque à unE autre concitoyenNE.

Attention à la taille du panier



Ne me laissez pas rétrécir
autour de la dette. Vous ne
voudrez plus de moi ensuite.

Confiner le débat à la manière de réduire les impôts, c'est détourner l'attention d'une question qui est globale depuis la grande opération dite d'assainissement des finances publiques qui a été déployée au fédéral puis au Québec au cours des années 1990. À force de se faire présenter le problème en morceaux, la population perd le sens de tout ça. Et c'est dangereux.

Les gens doivent être contents du panier pour y contribuer. Or la dette est constante et elle est un poids, un trou noir. Si on diminue les services, les transferts et les contributions, la part de la dette dans le panier augmente et

l'intérêt existentiel du panier diminue. Les gens n'auront pas envie d'y contribuer. Si les services sont bons et que les gens se sentent plus en sécurité parce qu'ils ont des garanties en cas de coup dur, ils auront plus envie d'y contribuer.

6.

Les conditions d'un bon débat sur l'utilisation des surplus.

«La citoyenneté, est-ce que tu vas en parler?»

Rachel

Mais même à cela, nous constatons que les gens n'ont pas l'information et la formation de base pour discuter de finances publiques⁷. Nous mettons presque la moitié de l'argent que nous produisons dans le même panier, dont la moitié de cette moitié dans le panier québécois, mais qui pourrait dire de combien de milliards il s'agit? Nous avons mis beaucoup d'énergie depuis deux ans pour nous former et comprendre comment ça marche. La question des finances publiques ça concerne tout le monde, mais ça ressemble plus souvent qu'autrement à un débat d'initiés.

Pourtant, il y a des références de base nécessaires à connaître : nous sommes 7,3 millions de personnes, la moitié est considérée dans la population active et il y a 3,3 millions d'emplois, nous mettons 45 MM\$ dans les finances publiques du Québec, en 1996 le revenu total moyen des ménages du cinquième le plus riche était de 89 686\$ et de 9 651\$ pour le cinquième le plus pauvre (100 656\$ et 16 151\$ pour les familles sans les personnes seules), l'aide sociale est de 500\$ par mois pour une personne seule.

En plus la répartition des revenus par quintiles de la population est très utile parce qu'elle donne de bonnes bases pour parler d'équité et de solidarité entre nous.

Le premier ministre oppose depuis quelques mois les contribuables et les corps d'emploi dont son gouvernement est l'employeur en disant qu'il ne peut à la fois réduire les impôts et répondre aux demandes du secteur public. Et lui veut réduire les impôts. On tente aussi beaucoup d'opposer les négociations dans le secteur public avec les représentations pour une priorité vers la lutte à la pauvreté comme nous le faisons ici. Nous en avons fait l'expérience en participant à des lignes ouvertes à la radio, c'est mal poser le problème. La différence entre les prévisions de revenus du gouvernement et ses revenus réels pour 1998-1999 a été de 5 MM\$, ce qui est énorme : les revenus prévus étaient de 40,7 MM\$ ils ont été de 45,7 MM\$. Cette année, les prévisions sont à 45,2 MM\$ avec un budget équilibré. Nous sommes en période de croissance économique. Alors quels seront les revenus réels et qu'en fera-t-on?

La somme de 1,3 MM\$ dont il est question ici, c'est l'équivalent d'un quart de l'imprévu de l'an dernier. Et les prévisions du gouvernement pour 1999-2000 qui doivent inclure, on s'en doute, des provisions pour des négociations prévues avec ses employés, sont encore une fois prudentes alors que l'économie va bien. Par ailleurs il y a parmi les employés du secteur public des personnes qui se situent dans toutes les catégories de revenu. Beaucoup de ces emplois sont précaires, occasionnels, à temps partiel. Les tâches et l'organisation du travail ont été affectées par les mesures de rationalisation et de réorganisation.

Bien poser le problème supposerait d'une part d'avoir une vue d'ensemble des finances publiques et du projet collectif au service duquel elles sont placées et d'autre part de développer une éthique responsable de l'amélioration du revenu disponible dans la société, incluant la rémunération et les transferts. Dans une société où le «revenu privé», pour reprendre le terme de l'Institut de statistique du Québec, se concentre de plus en plus

⁷ Voir ici la réflexion que nous avons menée dans un de nos cahiers intitulé *[Pas] tous et toutes dans le même panier*.

vers les hauts revenus, la solidarité avec le quintile du bas s'impose. Le quintile le plus pauvre en premier, le quintile suivant ensuite, et ainsi de suite. Elle a deux voies : un meilleur accès à la rémunération du travail et une fiscalité réparatrice qui donne de meilleures garanties de revenu. Autrement dit, il faut veiller attentivement sur l'équité verticale absolue. C'est à cette éthique qu'on doit confronter des revendications salariales, des revendications fiscales qui se réclament toutes de la première priorité.

Si les choses étaient présentées comme cela, on aurait plus de chances d'éviter les faux débats et de faire les vrais.

Encore faut-il que les plus pauvres soient présents dans les lieux où on les fait.

Il y a de l'avenir dans l'exercice de la citoyenneté. On devrait pouvoir arriver un jour à dire «notre panier», à se sentir assez respectés dans la façon de présenter les problèmes pour pouvoir se détendre et avoir un peu confiance dans son gestionnaire. On devrait pouvoir le mandater.

7.

Recommandations.

«Un an, puis deux ans, c'est beaucoup à l'âge que je suis rendue.»

Lucie, qui se fait dire d'attendre parce qu'il n'y a pas de budget pour la formation professionnelle

Si les récentes décisions et réaffectations de budget à Emploi Québec ressemblent un peu à déshabiller Pierre pour habiller Paul, réduire les impôts comme c'est annoncé ici, c'est laisser Pierre et Pierrette tout nus pour surhabiller Paul de peur qu'il ne s'en aille en Ontario.

Nous faisons les recommandations suivantes.

- ◆ **Améliorer de toute urgence et de façon prioritaire, par l'emploi et des garanties de revenu, le revenu disponible des plus pauvres jusqu'à la couverture des besoins essentiels.**
- ◆ Passer de l'équité restreinte à l'équité générale et développer un modèle fiscal en conséquence.
- ◆ Continuer d'investir dans des services publics universels et de qualité.
- ◆ En particulier investir massivement dans la qualification professionnelle des jeunes de milieu défavorisé et des adultes sans emploi ou à faible revenu et épauler ces jeunes et ces adultes dans leur projet d'apprentissage en leur donnant des conditions matérielles qui permettent la réussite et n'hypothèquent pas leur avenir.
- ◆ Faire ce qu'il faut pour qu'Emploi Québec puisse jouer correctement son rôle et que les personnes s'y sentent bien traitées, respectées, écoutées et aidées.
- ◆ Se donner comme objectif que la population devienne mieux informée sur les finances publiques et sur leur rôle.
- ◆ Informer la population sur la répartition des revenus par quintiles et fournir à chaque personne une indication sur sa position relative dans cette échelle en tant que personne et en tant que membre d'un ménage, le cas échéant
- ◆ Ouvrir un débat informé avec la population sur les objectifs à poursuivre avec les finances publiques en rapport avec le bien commun et mettre la population devant un défi de solidarité sociale transcendant les corporatismes.

- ◆ Développer avec la population, en fonction de principes de solidarité sociale qui seraient clarifiés, un argumentaire et des objectifs par quintile en ce qui concerne les relations entre ce quintile et les finances publiques et agir pour rééquilibrer le poids des influences.
- ◆ Résister à l'impuissance devant la tendance nord-américaine à réduire le rôle de l'État et d'une solidarité organisée. Utiliser toutes les marges de manœuvre possibles pour honorer l'aspiration historique des QuébécoisEs à une société plus solidaire et interdépendante même si cette aspiration se démarque sur le continent nord-américain. Chercher parmi les autres États du monde des alliances pour maintenir le droit des populations de se donner des outils collectifs de solidarité sociale et réaffirmer avec ces alliés l'intérêt pour la planète et pour les générations futures d'une fiscalité responsable et garante des valeurs humaines de base affirmées dans les grandes chartes internationales.
- ◆ Oser imaginer un Québec sans pauvreté et les cadres fiscaux qui pourraient y contribuer.

À vous de jouer.

Le Carrefour de savoirs sur les finances publiques, Québec, 14 septembre 1999

Annexes

Tableau 1

Coefficient de Gini calculé selon des concepts de revenu différents, Québec, 1986 à 1996

	Revenu privé	Revenu total	Revenu disponible
Personnes seules			
1986	0,576	0,402	0,348
1987	0,570	0,394	0,337
1988	0,593	0,406	0,350
1989	0,564	0,378	0,325
1990	0,580	0,397	0,337
1991	0,587	0,398	0,339
1992	0,601	0,394	0,334
1993	0,597	0,385	0,328
1994	0,600	0,392	0,326
1995	0,587	0,390	0,326
1996	0,608	0,398	0,333
Familles			
1986	0,406	0,323	0,289
1987	0,415	0,333	0,295
1988	0,413	0,327	0,284
1989	0,395	0,315	0,274
1990	0,414	0,326	0,282
1991	0,429	0,332	0,288
1992	0,423	0,321	0,277
1993	0,426	0,322	0,276
1994	0,432	0,328	0,277
1995	0,432	0,331	0,281
1996	0,436	0,339	0,287
Ensemble des unités			
1986	0,476	0,384	0,352
1987	0,479	0,386	0,350
1988	0,486	0,389	0,348
1989	0,465	0,373	0,335
1990	0,490	0,390	0,349
1991	0,498	0,389	0,349
1992	0,495	0,381	0,340
1993	0,499	0,382	0,340
1994	0,508	0,390	0,344
1995	0,508	0,395	0,350
1996	0,516	0,402	0,353

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

7 juillet 1999

Note : Ce coefficient augmente quand les écarts entre le cinquième le plus riche et le plus pauvre augmentent et diminuent quand ils décroissent.

Tableau 2 : Quelques exemples de scénarios manquants...

Population du Québec au 1 janvier 1999	7350 222	(Compilation du Carrefour de savoirs sur les finances publiques sur les bases expliquées ici)
Population en millions	7,350222	
Taille d'un quintile en millions	1,470044	
Réduction d'impôt prévue en millions \$	1333	
Réduction d'impôt prévue per capita en \$	181,3550	

	Répartition	Diviseur	Base	Quintile					Total	
				1	2	3	4	5		
Scénario 1 : montant au prorata de chaque quintile (tout le monde en a, mais le quintile le plus pauvre en a 5 fois plus que le quintile le plus riche)	1x+2x+3x +4x+5x	15	089	089	178	267	355	444	Millions \$	1 333
Per capita				060	121	181	242	302	\$	
Scénario 2 : montant au prorata des 4 derniers quintiles (le quintile le plus riche plafonne, le quintile le plus pauvre en a 4 fois plus que le deuxième quintile)	0x+1x+2x +3x+4x	10	133	000	133	267	400	533	Millions \$	1 333
Per capita				000	091	181	272	363	\$	
Scénario 3 : montant au prorata des 3 derniers quintiles (les deux quintiles les plus riches plafonnent, le quintile le plus pauvre en a 3 fois plus que le troisième quintile)	0x+0x+1x +2x+3x	6	222	000	000	222	444	667	Millions \$	1 333
Per capita				000	000	151	302	453	\$	
Scénario 4 : montant au prorata des 2 derniers quintiles (les trois quintiles les plus riches plafonnent, le quintile le plus pauvre en a 2 fois plus que le quatrième quintile)	0x+0x+0x +1x+2x	3	444	000	000	000	444	889	Millions \$	1 333
Per capita				000	000	000	302	605	\$	
Scénario 5 : tout au quintile le plus pauvre	0x+0x+0x +0x+1x	1	1 333	000	000	000	000	1 333	Millions \$	1 333
Per capita				000	000	000	000	907	\$	

Tableau 3

Revenu moyen des unités familiales selon le type de revenu et impôt moyen dans chaque quintile de revenu disponible, Québec, 1996

	Quintile ¹				
	5	4	3	2	1
	\$				
Personnes seules					
Revenu privé	1 448	3 925	8 114	21 648	47 857
Revenus de transfert	4 860	7 613	8 180	4 276	2 061
Revenu total	6 308	11 538	16 293	25 923	49 918
Impôt	35	527	1 604	5 192	14 067
Revenu disponible	6 273	11 011	14 689	20 731	35 851
Familles					
Revenu privé	6 104	21 956	38 732	55 495	96 513
Revenus de transfert	10 046	8 674	6 073	5 066	4 143
Revenu total	16 151	30 630	44 805	60 561	100 656
Impôt	455	3 844	8 566	13 686	28 466
Revenu disponible	15 695	26 786	36 239	46 875	72 191
Ensemble des unités					
Revenu privé	2 617	11 657	26 941	44 953	85 243
Revenus de transfert	7 034	8 453	6 420	5 204	4 443
Revenu total	9 651	20 111	33 361	50 157	89 686
Impôt	258	2 066	5 712	10 677	24 581
Revenu disponible	9 392	18 044	27 648	39 480	65 105

1. Les quintiles ont été établis séparément pour les personnes seules, les familles et les unités familiales.
Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.
7 juillet 1999

Note : Nous avons renuméroté les quintiles pour qu'ils correspondent au tableau précédent.

Liste des rencontres avec les gens du Ministère des Finances

- ◆ 24 avril 1998 : première d'une série de trois rencontres avec Jean St-Gelais, sous-ministre et des fonctionnaires du Ministère. Compte-rendu disponible.
- ◆ 1 mai 1998 : deuxième rencontre de cette série. Compte-rendu disponible.
- ◆ 8 mai 1998 : troisième rencontre de cette série. Compte-rendu disponible.
- ◆ 9 juin 1998 : rencontre avec Bernard Landry, remise des documents et perspectives préparées par le Carrefour.
- ◆ 3 septembre 1998 : rencontre avec Bernard Landry suite à sa lecture des documents. Compte-rendu disponible.
- ◆ 13 janvier 1999 : rencontre prébudgétaire avec Bernard Landry. Compte-rendu disponible.
- ◆ 5 mars 1999 : rencontre préparatoire au huis-clos du budget avec deux fonctionnaires délégués par le Ministère.
- ◆ 9 mars 1999 : présence au huis-clos du budget avec deux fonctionnaires délégués par le Ministère. Voir *[Pas] tous et toutes dans le même panier* pour une relation de cette expérience.
- ◆ 28 juin 1999 : bilan de l'expérience budgétaire du Carrefour et discussion sur l'équité avec Luc Meunier, sous-ministre, et une équipe de fonctionnaires du Ministère. Compte-rendu disponible.

Liste des publications

Nous marquons d'une étoile ceux qui nous semblent particulièrement importants en regard du présent mémoire.

1988-1999

Série : Les plus pauvres et les finances publiques

- ▶ **Des gens, des cennes noires et des milliards. Introduction à un dossier préparé pour se parler en vue d'avancer vers l'élimination de la pauvreté et la réduction des écarts.** Un cahier table des matières.
- ▶ **Perspectives 1998-1999 résultant des discussions avec l'équipe du Ministère des Finances.** Synthèse des propositions et des pas à faire.
- ▶ **Journal des débats du Parlement de la rue: Transcription commentée de la visite de Bernard Landry au Parlement de la rue, le 12 décembre 1997.** Amorce du dialogue.
- ▶ *** Des concepts économiques pour tenir compte du problème de la pauvreté et de l'exclusion.** Notre contribution originale à une théorie économique pour l'humain.
- ▶ *** Le niveau de vie de neuf personnes en situation de très grande pauvreté dans les quartiers centraux de Québec.** Pour faire face à la réalité telle qu'elle se présente dans le monde des cennes noires.
- ▶ **Pourquoi le projet de loi 186 est-il inacceptable?** Inclut un dépliant résumé que nous avons fait circuler séparément.
- ▶ **Brève analyse du budget du Québec 1998-1999 du point de vue des plus pauvres.** Commentaire et tableau comparatif pour les années 1996-1997, 1997-1998, 1998-1999.
- ▶ **Compte-rendus des rencontres avec les fonctionnaires du Ministère des Finances des 24 avril 1998, 1 mai 1998, 8 mai 1998.** Cahier

1999-2000

Série : Les plus pauvres et les finances publiques

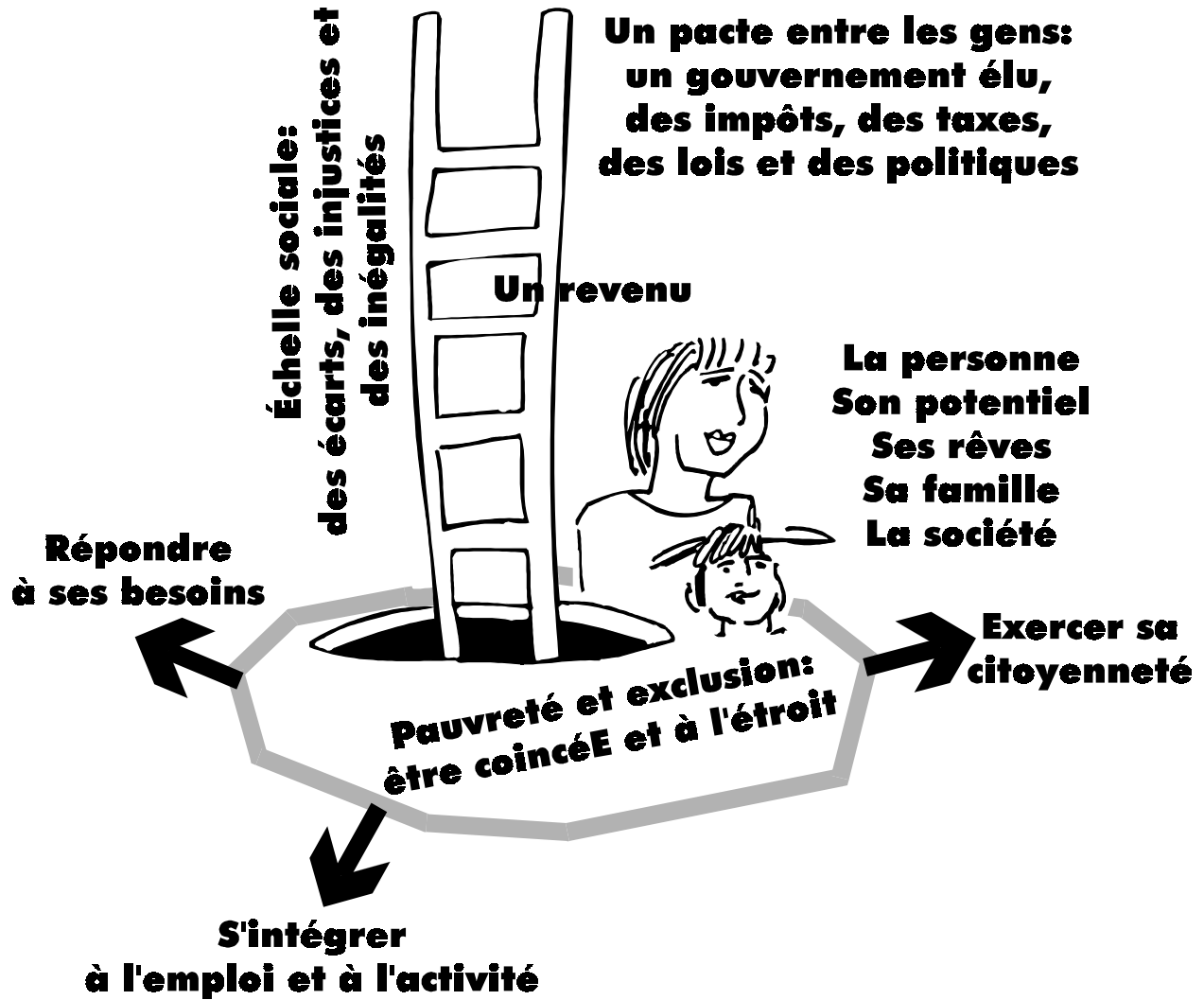
- ▶ *** Le guichet piégé. Une bonne, quelques moyennes et quelques mauvaises expériences au guichet du Centre local d'emploi... plus une surprise.** Mai 1999. Cahier.
- ▶ **** [Pas] tous et toutes dans le même panier. Le budget du Québec à comprendre: Pas de milliards pour les cennes noires en 1999-2000. De l'importance d'outils permettant une approche citoyenne du budget du Québec. Des outils mis au point par le Carrefour de savoirs. Une présence populaire au huis clos du budget. Suivi d'une brève analyse du budget du Québec de cette année. Et les suites?** Juin 1999. Cahier.
- ▶ *** Pour comprendre le budget du gouvernement du Québec 1999-2000 .** Juin 1999. Outil d'analyse sur 4 pages.
- ▶ **** Retour sur l'expérience budgétaire du Carrefour de savoirs et première vraie discussion sur l'équité dans la fiscalité. Compte-rendu de la rencontre du 28 juin 1999 avec des fonctionnaires du Ministère des Finances.** Septembre 1999. Cahier.

- ▶ **Le scénario manquant. Mémoire à la commission parlementaire sur la réduction des impôts des particuliers. Où est le scénario qui réduira les écarts entre les plus riches et les plus pauvres au Québec? Le débat est mal placé. Pistes pour passer d'une approche d'équité restreinte au contribuable à une approche d'équité générale dans la gestion des finances publiques du Québec.** Septembre 1999. Cahier.

Autres

- ▶ **Des points à trouver dans le budget 1999.** Janvier 1999. Feuille.
- ▶ Vivian Labrie. **Présentation au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie. Ottawa, 10 février 1999. Considérations sur la cohésion sociale face à la mondialisation des marchés.** Communication écrite. Voir aussi la transcription des débats de cette présentation.
- ▶ Vivian Labrie, avec le groupe. «Le carrefour de savoirs sur les finances publiques : des milliards et des cennes noires». **Relations**, mars 1999. Article.
- ▶ **Les questions de Bernard Landry, Ministre des Finances du Québec, posées lors de la rencontre du 13 janvier 1999 avec les membres du Carrefour de savoirs.** Mars 1997. Feuille.
- ▶ Vivian Labrie. **Redistribuer la richesse: pourquoi pas une loi-cadre pour éliminer la pauvreté?** Communication présentée à Québec le 16 avril 1999 à l'occasion d'un Colloque sur la mondialisation de l'économie organisé par le GÉAGRI à l'intention de 500 personnes du milieu agricole et agro-alimentaire. Le sujet de cette communication sollicitée par le GÉAGRI était le partage de la richesse et les éléments théoriques puisent largement dans l'expérience du Carrefour de savoirs. La communication a été validée et corrigée avec les participantEs.
- ▶ **Investir dans l'armement : Produit Extérieur Brutal!** Article envoyé au Soleil en avril 1999 en réaction à un article de François Pouliot sur l'opportunité d'investir dans l'armement en lien avec la guerre au Kosovo. N'a jamais été publié.

Ces documents ont été imprimés en petites quantités. Ils sont disponibles auprès du Carrefour de savoirs dans la mesure où nous avons les moyens de les reproduire.



Lettre d'appui